

Comment l'Etat peut faire face à la récession

 alternatives-economiques.fr/letat-faire-face-a-recession/00092206

Gilles Raveaud, *Alternatives économiques*, 17 mars 2020



La crise actuelle a déjà eu pour effet bénéfique de rappeler quels sont, dans notre pays, les professions les plus utiles à la population. Elle conduit également les économistes à réviser leurs jugements habituels, afin de limiter la crise économique, déjà enclenchée.

En particulier, Pierre-Olivier Gourinchas, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, professeurs à l'Université Berkeley (États-Unis), montrent la nécessité d'une très forte intervention de l'Etat, afin de limiter les dégâts irréversibles que la récession va entraîner : fermeture d'entreprises, chômage de longue durée, etc. En France, Muriel Pénicaud se serait déclarée opposée à tout licenciement durant la période de crise.

L'Etat agit, car, comme le rappellent les économistes, dans les périodes de crise, la solution la meilleure pour chacun – réduire ses dépenses pour les salariés, licencier pour les entreprises en difficulté – est la pire pour tous.

A lire Alternatives Economiques n°399 - 03/2020

Aplatir la courbe de l'épidémie

Dans un article intitulé « Aplatir les courbes de la pandémie et de la récession » (et traduit par Martin Anota, que je remercie), Pierre-Olivier Gourinchas explique que, les systèmes de santé ayant des capacités limitées, il est essentiel de restreindre le nombre maximum de patients qu'ils auront à traiter un jour donné. Pour Gourinchas, il faut « aplatiser » la courbe épidémique, comme l'avait expliqué le ministre de la santé Olivier Véran lors d'une émission sur BFM.

En particulier, le confinement, en ralentissant la transmission du virus entre personnes, soulage les personnels de santé, et sauve des vies. Comme le rappelle Gourinchas, ces politiques ont fait la preuve de leur efficacité à Taïwan, Singapour ou en Chine.

Pire qu'en 2008

Le problème, note-t-il, est que « *l'aplatissement de la courbe d'infections accentue inévitablement la récession économique* ». En effet, suite au confinement, l'économie connaît évidemment un « *arrêt brusque* ». La récession à venir sera bien plus forte qu'en 2008.

« Le coronavirus crée une situation où, pour un bref instant, 50 % des travailleurs, voire plus, peuvent ne pas être capables d'aller travailler »

En effet, à cette époque, rappelle Gourinchas, « *même au pic de la crise financière, quand l'économie américaine détruisait 800 000 emplois par mois, la grande majorité des travailleurs était encore employée. Le taux de chômage aux Etats-Unis a atteint un pic de 'seulement' 10 %. Par contraste, le coronavirus crée une situation où, pour un bref instant, 50 % des travailleurs, voire plus, peuvent ne pas être capables d'aller travailler* ».

Chacun contre tous

En situation de crise, chacun fait au mieux : les consommateurs, inquiets de l'avenir, réduisent au strict minimum leurs achats. Et, de toutes façons, nombre de dépenses nous sont désormais impossibles : aller chez le coiffeur, au restaurant, au cinéma, prendre le train... De leur côté, les entreprises, à commencer par celles dont l'activité a été réduite à zéro ou presque (loisirs, transports, événementiel...), vont, si rien n'est fait, licencier leur personnel afin d'éviter la faillite.

Les solutions trouvées par Keynes en 1936 sont celles qu'il convient de mettre en œuvre encore aujourd'hui

Nous savons tous que ces décisions sont fatales à l'économie. Mais il faut bien noter qu'elles ne sont pas irrationnelles. C'est même exactement l'inverse : pour les individus qui les prennent, ce sont même les meilleures qu'ils puissent prendre ! Il est en effet logique pour tout le monde, consommateur, salarié, entreprises, pour vous, pour moi, actuellement, de réduire nos dépenses.

Mais ces décisions conduisent à la catastrophe. Et le fait que chacun le sache ne change rien. C'est la prise de conscience de cette incohérence entre rationalité individuelle et effondrement collectif qui est au cœur de la révolution keynésienne, qui s'est produite il y a bientôt un siècle. Les solutions trouvées par Keynes en 1936 – mais que les dirigeants n'ont pas écoutées à l'époque – sont celles qu'il convient de mettre en œuvre encore aujourd'hui.

Aplatir (aussi) la récession

Tout comme il est nécessaire d'aplatir la courbe épidémiologique, il est également nécessaire d'aplatir la courbe de la récession, comme le montre Pierre-Olivier Gourinchas dans le graphique ci-dessous.

On le voit, l'économie va plonger. Mais il faut faire en sorte que le plongeon soit le moins profond possible : si le produit intérieur brut (PIB) français pouvait suivre la courbe bleue plutôt que la courbe rouge, ce serait mieux.

En particulier, comme le rappellent Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, les récessions ont des effets durables, et même définitifs dans ces certains cas. Si rien n'est fait, des entreprises rentables en temps normal vont faire faillite, du fait de l'absence totale de ventes pendant des semaines, ou des mois. Or ces entreprises disparues ne réapparaîtront pas lorsque la « guerre » contre le virus aura été gagnée.

| Le seul à pouvoir agir aujourd'hui fortement, c'est bien sûr l'Etat

De la même façon, les personnes qui ont été licenciées, vont, la plupart du temps, subir une perte de revenus pour l'ensemble du reste de leur carrière salariale. Certaines personnes, qui sont à un âge jugé trop avancé, qui habitent dans une région où l'activité économique est faible, ou qui n'ont simplement pas de chance, ne retrouveront même jamais d'emploi.

Les récessions, surtout lorsqu'elles sont fortes, ont donc des effets irréversibles. Comment faire ? Certes, l'aide de Bernard Arnault a été très utile, lorsqu'il a décidé que ses usines de parfum produiraient désormais du gel hydro-alcoolique, parce que les malades le valent bien. Mais le seul à pouvoir agir aujourd'hui fortement, c'est bien sûr l'Etat.

L'Etat achète tout !

Pour Saez et Zucman, la situation est tellement grave que, l'Etat doit se substituer à la demande privée. Comme ils l'expliquent, *« si le gouvernement remplace totalement la demande évaporée, chaque entreprise peut payer ses salariés et conserver intact son capital. Par exemple, si les achats de billets d'avion diminuent de 80 %, le gouvernement pourrait compenser cette demande perdue, en achetant effectivement 80 % des billets d'avion, ce qui permet aux compagnies aériennes de maintenir le niveau de leurs ventes »*.

Selon Saez et Zucman, cette politique serait efficace pour deux raisons. D'une part, parce qu'il est clair que les difficultés des entreprises ne sont pas la conséquence de mauvaises décisions de leur part, mais de la diffusion du virus. Et d'autre part, parce que des secteurs d'activité différents sont touchés très différemment. (En effet, la crise fera aussi de grands gagnants : Amazon, Netflix, et plus généralement le commerce en ligne.)

Licenciements interdits ?

En France, selon *Les Échos*, la ministre du travail Muriel Pénicaud voudrait interdire les licenciements pendant la crise du coronavirus. « *Pendant la période actuelle c'est zéro licenciement* », aurait-elle affirmé lors d'une conférence téléphonique avec les organisations patronales et syndicales.

Le gouvernement ne veut laisser qu'une seule solution aux entreprises : recourir au chômage partiel

Cette interdiction prendrait effet à partir de dimanche dernier. Le gouvernement ne veut en effet laisser qu'une seule solution aux entreprises : recourir au chômage partiel. Cette mesure avait fait la preuve de sa très grande efficacité en Allemagne qui, bien plus touchée que la France par la récession de 2009 en raison de son exposition au commerce international, avait réussi l'exploit, contrairement à la France, de ne pas connaître de pertes d'emplois durant cette période, comme le rappelle Denis Clerc.

Muriel Pénicaud a également annoncé aux organisations patronales et syndicales que le plafond d'indemnisation par l'Etat à l'entreprise pour ses salariés serait relevé à 4,5 fois le Smic (soit 36 euros l'heure net).

Enfin, Muriel Pénicaud a précisé que pendant la période de confinement, il n'y aurait, évidemment, pas de contrôle des efforts de recherche d'emploi par les chômeuses et les chômeurs. Et la décision de forte réduction des droits des chômeurs, qui devait être mise en œuvre le 1^{er} avril prochain, a été reportée au mois de septembre.

Et la dette ?

La réaction du gouvernement français semble adaptée à la situation : report des cotisations sociales et des impôts, élargissement du chômage partiel, mise en place de lignes de crédit, etc. Les dépenses publiques vont donc très fortement augmenter – de plusieurs dizaines de milliards au minimum – tandis que de nombreuses recettes fiscales seront perdues à jamais.

C'est au nom de la dette publique que les différents gouvernements ont abandonné les personnels hospitaliers, qui appellent au secours depuis une décennie

Le déficit public va donc exploser en 2020, entraînant la dette publique dans son sillage. Or c'est au nom de la dette publique que les différents gouvernements ont abandonné les personnels hospitaliers, qui appellent au secours depuis une décennie.

Dans son discours prononcé le lundi 16 mars, le président de la République a déclaré :

« Beaucoup de certitudes, de convictions sont balayées, seront remises en cause. Beaucoup de choses que nous pensions impossibles adviennent. Ne nous laissons pas impressionner. Agissons avec force mais retenons cela : le jour d'après, quand nous aurons gagné, ce ne sera pas un retour au jour d'avant. Nous serons plus forts moralement, nous aurons appris et je saurai aussi avec vous en tirer toutes les conséquences, toutes les conséquences. »

Espérons que l'une de ces certitudes balayées, c'est la nocivité de la dette publique. Les lecteurs d'*Alternatives Économiques* le savent, la dette publique est loin d'être le premier de nos problèmes. En effet, comme l'écrivait Christian Chavagneux en 2018, « *la France ne paie pas plus d'intérêts, en proportion du PIB, aujourd'hui, que ce qu'elle payait quand sa dette ne représentait que 20 % de son PIB* », ce qui est absolument remarquable. Peut-elle cette information pourrait-elle remonter jusqu'à l'Élysée ?

Tous avec tous

Plus fondamentalement, comme le rappelle encore Pierre-Olivier Gourinchas, « *une économie moderne est un réseau complexe de parties interconnectées : salariés, entreprises, fournisseurs, consommateurs, banques et autres intermédiaires financiers, etc. Chacun est le salarié de quelqu'un, un client, un prêteur, etc.* »

L'un des enseignements majeurs de cette crise, sur le plan sanitaire comme sur le plan économique, est donc celui-ci : nous sommes, à un point que nous oublions, et c'est normal, au quotidien, tous interdépendants. Autrement dit, tous *dépendants* les uns des autres.

Prendre ce fait au sérieux reviendrait à reconsidérer la totalité de notre politique économique, notamment dans la perspective des crises écologiques et sanitaires qui sont désormais inéluctables. Espérons que la terrible crise actuelle face avancer la prise de conscience, ne serait-ce qu'un tout petit peu, dans cette direction.